

**Direction des Achats, de la Logistique
et du Biomédical**

Pouvoir adjudicateur :

CHU de BREST

2 avenue Foch
29609 BREST CEDEX

Procédure adaptée
CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Prestation d'externalisation des archives médicales
du CHU de Brest**

La procédure de consultation utilisée est une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique (version en vigueur au 1^{er} avril 2019)

Rédacteur : Nicolas BESNAULT
Date : 26 juin 2025
Référence : 2025DAL0084



SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	3
1.1 Désignation	3
1.2 Décomposition en lots	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ	3
2.1 Procédure.....	3
2.2 Forme du marché	3
ARTICLE 3 – DUREE	3
3.1 Durée de l'accord-cadre.....	3
3.2 Délais d'exécution	3
3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires.....	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION	4
5.1 Commandes	4
5.2 Exécution des commandes	4
5.3 Opération, vérification, admission	5
ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT	5
6.1 Règlement des fournitures et prestations.....	6
6.2 Modalités de révision.....	6
6.3 Clause de sauvegarde	7
6.4 Changement de référence	7
6.5 Versement d'avance	7
6.6 Conditions de règlement.....	8
6.7 Dématérialisation des factures	9
ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 8 – PENALITES	10
8.1 Pénalités de retard	10
8.1.1 Pénalités concernant l'externalisation des archives	10
8.1.2 Pénalités concernant l'acheminement des dossiers	11
8.2 Pénalités pour perte de dossier	11
8.3 Pénalités concernant le logiciel	11
8.4 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail	11
ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	11
ARTICLE 10 – CONTINUE DE L'ACTIVITE	12

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 13 – ASSURANCES.....	13
ARTICLE 14 – RESILIATION	13
ARTICLE 15 – DIFFERENDS ET LITIGES	14
ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	14
ARTICLE 17 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	14

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1^{er} avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

ARTICLE 1 – OBJET

1.1 Désignation

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet la prestation suivante :

Prestation d'externalisation des archives médicales du Centre Hospitalier Universitaire de Brest

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Décomposition en lots

Les prestations sont composées d'un lot unique

ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée, par application de l'article R2123-1, 3^o du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique et ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques.

2.2 Forme du marché

Le marché revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire sans remise en concurrence, fixant toutes les dispositions contractuelles, selon les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, avec un montant maximum fixé à 720 000.00 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 – DUREE

3.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet au 1^{er} janvier 2026 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 48 mois.

Toutefois, l'acheteur se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution de la prestation. A défaut d'accord, l'accord-cadre sera résilié par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés selon les modalités précisées à l'article 5 du présent CCAP.

3.3 *Marchés complémentaires et /ou similaires*

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- les bons de commande ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi et son annexe ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – Arrêté du 30 mars 2021 ;
- la réponse technique du titulaire.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire de l'accord-cadre ; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'accord-cadre se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution de l'accord-cadre, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

5.1 *Commandes*

Les bons de commande déclenchant les prestations prennent la forme de demandes formulées par le service « DIM-Archives » du CHU de Brest.

Cette demande vaut mise en demeure pour l'application de l'article 11 et pour l'exécution par défaut prévue à l'article 41 du CCAG/FCS.

5.2 *Exécution des commandes*

Les modalités d'interventions et les livraisons de fournitures sont effectuées suivant les dispositions visées au CCTP et conformément aux modalités pratiques décrites ci-dessous.

Les délais d'exécution courent à compter de la date d'émission des demandes formulées par le service « DIM-Archives ».

Les fournitures sont livrées dans le cadre des délais de livraison précisés sur ces demandes, aux lieux et heures demandées.

Le titulaire s'engage à respecter ces délais. A défaut du respect des différents délais prévus, il sera fait application de l'article 8.1 du présent CCAP.

Les livraisons de fournitures seront faites par les soins du titulaire, à ses frais et risques, franco de port et d'emballage sans minimum de commande.

Les livraisons de dossiers doivent garantir la confidentialité des documents livrés.

Toute disposition sera prise sur les emballages pour assurer une identification détaillée du produit afin de permettre un contrôle rapide à la réception.

IMPORTANT

En cas de **problème** concernant ces livraisons et prestations, le titulaire s'engage à prévenir la Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical, **dès réception de la demande**.

En cas de refus de réalisation de la prestation dans les délais impartis, le CHU de Brest pourra confier la prestation auprès du prestataire de son choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

Les représentants du DIM-Archives sont seuls habilités à réceptionner les dossiers et viser les bons de livraison et/ou bons de transport.

Sauf cas contraire et exceptionnel précisé sur les demandes, les livraisons des documents doivent être effectuées à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BREST
Cavale Blanche - DIM-Archives
Boulevard Tanguy Prigent
29200 BREST

Dans le service :
Archives médicales - pôle 1, niveau X

Du lundi au vendredi (hors jours fériés)
De 9h00 à -12h30 et de 13h30 à 17h00
Fermé le samedi

5.3 Opération, vérification, admission

La constatation de l'exécution des commandes et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du CCAG/FCS.

L'échantillon (conteneur) fourni par le titulaire dans le cadre de la consultation servira de critère de référence et demeurera contractuel en cas de contestation sur les livraisons.

En cas de **litige**, le CHU de Brest se réserve le droit de faire procéder **à tout contrôle de la qualité**.

Les produits livrés qui ne seraient pas strictement identiques aux échantillons proposés, qui, à l'usage, ne donneraient pas satisfaction ou qui ne seraient plus livrés selon les directives indiquées au CCTP, devront être repris ou échangés aux seuls frais du fournisseur.

Vérification : elle aura lieu dans les locaux de l'établissement, par les agents désignés à cet effet et sera qualitative et quantitative.

Admission : l'admission sera prononcée par l'agent habilité au service. Elle est matérialisée par le bulletin de livraison et son duplicata qui, visé par signature du représentant de la personne responsable du marché vaut procès-verbal d'acceptation, sous réserve des vices cachés. La signature du bon de livraison par la personne responsable des réceptions est impérative. A défaut la marchandise sera considérée comme non réceptionnée.

ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT

6.1 Règlement des fournitures et prestations

Les fournitures et prestations sont réglées sur la base des prix indiqués au bordereau de prix unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'accord-cadre sont établis en euros. Ils sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA doit être précisé.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

6.2 Modalités de révision

Les prix sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 de la date de notification de l'accord-cadre.

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont fermes pour la 1^{ère} année d'exécution de l'accord-cadre.

Au-delà de la 1^{ère} année d'exécution de l'accord-cadre, les prix pourront éventuellement faire l'objet d'une révision périodique annuelle, selon un coefficient de variation en hausse ou en baisse, obtenu par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times (S/S_0)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P₀ = Prix initial ou précédent selon le cas

S = Valeur du dernier indice connu, à la date de la demande de révision, relatif au taux de salaire horaire des ouvriers – Tertiaire – Base 100 au T2 2017 – **Identifiant : 010562765**

S₀ = Valeur de l'indice initial (indice connu à la date de réception de l'offre) ou précédent (indice connu à la date de la demande de révision précédente), relatif au taux de salaire horaire des ouvriers – Tertiaire – Base 100 au T2 2017 – **Identifiant : 010562765**

Les indices à retenir pour le calcul des révisions sont disponibles sur le site de l'INSEE, <http://indicespro.insee.fr>.

Sur cette base, et au début de chaque période de révision, le titulaire doit faire parvenir au CHU de Brest un barème des prix applicables pour la période suivante avec le détail de l'évolution indiciaire.

En cas :

- d'absence d'indice sur une période, l'indice à prendre en considération sera celui de la période précédente
- d'absence d'indice sur plusieurs périodes, le prix devra être déterminé en accord avec l'acheteur et figurer sur le bon de livraison
- d'évolution de la base de l'indice : si durant la période d'exécution de l'accord-cadre, la base de l'indice (servant de base au prix de celui-ci), vient à être modifié ou supprimé, l'accord-cadre est aménagé sur ce point par un avenant, prenant une autre base de calcul du prix, avec modification de l'indice le cas échéant. A défaut d'accord entre les parties sur la rédaction de

cet avenant, l'accord-cadre est automatiquement résilié sans indemnité à partir du jour de la modification ou de la suppression ou de la modification de la base initiale.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale et est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de reconduction concernée.

Pour chaque révision, le fournisseur devra en faire la demande par lettre recommandée au moins 30 jours avant la date de révision annuelle, au CHU de Brest, en y joignant la preuve des valeurs de l'indice. A défaut de transmission de ce courrier dans les délais prévus, l'accord-cadre s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que les titulaires ne puissent formuler aucune réclamation.

Les hausses et les baisses résultant d'une révision de prix ne seront applicables qu'après accord écrit du Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant. Cet accord doit intervenir dans les 30 jours calendaires à compter de la date de réception du courrier recommandé. Le silence gardé par le CHU de Brest vaut refus de la proposition.

6.3 Clause de sauvegarde

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues à l'article 6.2 du présent CCAP, serait supérieur à 3% du dernier prix, le CHU de Brest se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie de l'accord-cadre non encore exécutée, sans mise en demeure préalable.

En outre, le CHU de Brest se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes à tout moment qu'il juge opportun.

6.4 Changement de référence

En cas d'évolution technologique pendant la période d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire aura la possibilité, après accord du Directeur chargé des Achats, de la Logistique et du Biomédical ou son représentant, de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets de l'accord-cadre par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix. Toute demande devra être présentée au minimum un mois à l'avance afin que le Directeur ou son représentant recueille l'accord des utilisateurs.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, l'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS.

Tout changement de site de stockage devra se faire avec l'accord du CHU de Brest, sans facturation complémentaire ni dégradation des modes et délais de transmission.

6.5 Versement d'avance

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé conformément à l'article 11.1 /Option B du CCAG/FCS portant application de l'article R2191-7 Al. 3° du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) du montant initial toutes taxes comprises de la commande.

Si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la commande divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

6.6 Conditions de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro et la date du bon de commande
- ◇ le numéro de l'accord-cadre
- ◇ la date de la facture
- ◇ la désignation précise des fournitures livrées et des prestations fournies
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des fournitures et prestations
- ◇ le montant hors T.V.A.
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A.
- ◇ le montant total T.V.A. comprise correspondant aux fournitures livrées et aux prestations rendues.

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures par le CHU de Brest.

Le délai global de paiement des factures relatives au présent accord-cadre est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

La facturation est mensuelle :

- pour l'externalisation des archives, les factures devront comporter la liste détaillée des mouvements de dossiers et les mètres linéaires réellement pris en charge. Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.
- pour la restitution des dossiers, les factures préciseront le nombre de navettes effectivement réalisées.

6.7 Dématérialisation des factures

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique a prévu une dématérialisation des demandes de paiement applicable depuis le 1^{er} janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée jusqu'au 1^{er} janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est ainsi désormais obligatoire pour toutes les demandes de paiement.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

Les factures afférentes au paiement devront être déposées sur CHORUS en utilisant les identifiants ci-dessous :

CHU de Brest	
Identifiant Structure	20002305900013
Service	DAL
Code service	EL
Engagement	OBLIGATOIRE

ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE

Dans le cas où le titulaire fait appel à un sous-traitant pour l'enlèvement des containers, tel que prévu à l'article 2.3.4. du CCTP, il devra demander à l'acheteur d'accepter cette sous-traitance.

La désignation d'un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre est constatée par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance, dans les conditions de l'article 3.6. du CCAG /FCS.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
- Le formulaire DC4 : déclaration de sous-traitance
- Le formulaire DC2, rempli par le sous-traitant
- Une attestation d'assurance du sous-traitant
- Un RIB du sous-traitant, si paiement direct.
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.822-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – PENALITES

8.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG /FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Toutes ces pénalités sont cumulables.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

8.1.1 Pénalités concernant l'externalisation des archives

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = ND \times NJ \times X$$

Dans laquelle :

P = Montant de la pénalité
ND = Nombre de mètres linéaires pris en charge en retard ou nombre de documents / cartons sortis en retard conformément aux délais définis dans le CCTP
NJ = Nombre de jours de retard

X = Pénalité par jour de retard et par mètre linéaire : 30 euros HT ou par dossier/carton : 160 euros HT

Le délai de réalisation des prestations est conforme au calendrier proposé par le prestataire lors de la remise de son offre.

8.1.2 Pénalités concernant l'acheminement des dossiers

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas de retard de livraison des dossiers, une pénalité forfaitaire sera appliquée :

- demande standard : 50 euros HT par jour de retard
- demande urgente : 20 euros HT par heure de retard
- demande d'extrême urgence : 50 euros HT par heure de retard

Les délais de livraison sont précisés à l'article 2.3.2 du CCTP *Délais de communication*.

8.2 Pénalités pour perte de dossier

Indépendamment des poursuites éventuelles et d'une démarche contentieuse, le prestataire encourra les pénalités suivantes en cas de non-production des dossiers ou cartons demandés :

$P = N \times 1600$ euros HT

P = Montant de la pénalité

N = Nombre de dossiers ou cartons concernés

8.3 Pénalités concernant le logiciel

Lorsque le progiciel est déclaré indisponible, le titulaire encourt, par jour d'indisponibilité de son fait, décompté à partir du jour de signalement de l'incident, et sans mise en demeure préalable, des pénalités d'un montant de 100 euros HT. Tout jour d'indisponibilité commencé est dû.

8.4 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN

L'accord pourra faire l'objet de modification dans les cas suivants :

- Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie de l'accord-cadre en ce qu'il impacte le prix des prestations prévues à l'accord-cadre, les parties contractantes peuvent convenir de la modification de la clause de révision des prix, le cas échéant pour une durée limitée. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques de l'accord-cadre, la délivrance des prestations prévues à l'accord-cadre dans leur niveau de qualité ou de prix. Sous réserve de l'accord des deux parties, cette modification fera l'objet d'un avenant.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, l'exécution de l'accord-cadre est poursuivie dans les mêmes conditions par le titulaire. L'acheteur peut également décider de résilier l'accord-cadre pour ce motif, pour événements extérieurs à l'accord-cadre, sans indemnité pour le titulaire.

- Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Toute clause de réexamen ou modification de l'accord-cadre fera systématiquement l'objet d'un avenant qui devra être signé par le titulaire et l'acheteur hormis quand une modification unilatérale est décidée par l'acheteur.

ARTICLE 10 – CONTINUITE DE L'ACTIVITE

En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur (hors frais de déménagement liés à la reprise).

Dans le cas où l'accord-cadre serait interrompu à l'initiative du titulaire ou aux torts du titulaire, celui-ci s'engage, dans un délai maximum de 30 jours ouvrables, à prendre en charge la totalité des frais de déménagement du fonds d'archives vers le nouveau titulaire de l'accord-cadre ou tout autre destinataire désigné par le CHU de Brest.

Dans le cas d'un changement de titulaire au terme de l'accord-cadre, le titulaire s'engage, dans un délai maximum de 30 jours ouvrables, à assurer le déstockage, la manutention et la mise à quai des archives pour mise à disposition d'un autre prestataire éventuel, ainsi que la transmission du fichier des dossiers gérés pour le compte du CHU de Brest durant toute la période d'exécution de l'accord-cadre.

En aucun cas les dossiers externalisés ne devront transiter par le CHU de Brest avant d'être transmis au nouveau prestataire.

Le prestataire sera averti au plus tard un mois avant le début du transfert de la localisation du site vers lequel aura lieu le transfert.

Le prestataire devra exécuter le transfert dans un délai d'un mois à compter de l'envoi du bon de commande. L'exécution de cette prestation ne peut en aucun cas se prolonger au-delà de la durée initiale de l'accord-cadre. Les dossiers devront rester disponibles durant cette période.

Quel que soit le motif de la cessation d'activité, seul un prestataire agréé par le Ministère de la Culture peut reprendre le fonds d'archives du CHRU de Brest.

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE

Le prestataire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et tous les documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le prestataire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du prestataire sans aucune possibilité de dédommagement.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du prestataire.

ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le 25 mai 2018, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère

personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD) est entré en application.

Ce règlement, à l'instar de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, est applicable aux contrats de la commande publique dès lors que ces derniers comprennent une prestation mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel.

Afin de s'assurer du respect des obligations imposées par le RGPD, le titulaire de l'accord-cadre, dans le cadre de son offre, doit transmettre le « Contrat de traitement de données », annexe 1 du présent CCAP, dûment complété.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Le titulaire devra justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante. Elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

Il devra justifier au début de chaque année, à l'appui de sa première facture, du paiement de sa police d'assurance pour l'exercice en cours.

Le bâtiment et le matériel utilisés ainsi que la garantie au titre de la responsabilité encourue en cas de violation du secret professionnel devront être assurés par le prestataire.

Il devra souscrire une extension de sa responsabilité civile à l'immatériel pur, non consécutif à des dommages matériels.

Si les archives hospitalières ne représentent aucune valeur marchande, leur intérêt peut être essentiel dans l'hypothèse d'une action en responsabilité à l'encontre de l'établissement. Le CHU de Brest conservera donc tous ses droits de recours contre le prestataire en cas de disparition ou destruction de ses archives.

Les justificatifs d'assurance devront être produits par le prestataire avant tout commencement d'exécution de l'accord-cadre. Les retards engendrés par la non-production de ces éléments seront à la charge du titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 – RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 43 du CCAG /FCS.

L'acheteur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier l'accord-cadre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- **carence du fournisseur** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants
- **cessation de fabrication ou commercialisation** de la part du fournisseur attributaire qui en aura avisé le Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical au moins deux mois à l'avance
- **non-respect de l'une des clauses du présent CCAP** et, particulièrement, celle de l'article 5 concernant les modalités d'exécution.
- **pour suivre l'évolution des techniques**
- **pour homogénéiser ses méthodes de travail** (changement d'appareil, refonte du plateau technique...)
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire, l'accord-cadre sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom du CHU de Brest sur les prix des livraisons non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire

prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

ATTENTION :

En cas de manquement du fournisseur titulaire de l'accord-cadre mettant le CHU de Brest dans l'obligation de faire appel à un autre fournisseur, le titulaire prendra à sa charge le surcoût de l'opération sur production par le CHU de Brest de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 38 du CCAG/FCS, l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG/FCS).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée du CHU de Brest avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

ARTICLE 15 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le CCAG/FCS, au Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical ou son représentant.

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, entre le titulaire de l'accord-cadre et l'acheteur, le CHU de Brest proposera au fournisseur de régler le litige à l'amiable.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif de Rennes sera compétent.

ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 6.4 du présent CCAP déroge à l'article 38 du CCAG /FCS

L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG /FCS

L'article 8.1.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 8.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG /FCS

ARTICLE 17 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

La Trésorerie Principale de BREST CH est chargée du paiement des fournitures et prestations livrées dans le cadre du présent accord-cadre.